



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 10 août 2001

APERÇU

◆ La valeur des permis de construction demeure stable

En juin, la valeur des permis de construction délivrés par les municipalités est restée pour ainsi dire inchangée par rapport à mai. Cependant, la valeur cumulative des six premiers mois de 2001 a atteint son plus haut niveau en 12 ans.

◆ Les fabricants inquiets mais moins pessimistes

Préoccupés par le niveau des commandes et le niveau des stocks de produits finis en juillet, les fabricants prévoient réduire encore un peu la production au cours du prochain trimestre.

◆ Les revenus des universités progressent pour la troisième année de suite

Après deux décennies de réductions, les gouvernements ont accru leur soutien financier aux universités. Celles-ci ont déclaré des revenus records de 14,9 milliards de dollars pour 1999-2000.

◆ Le secteur des services croît plus vite que le secteur des biens

Malgré une croissance ralentie au premier trimestre de 2001, la production du secteur des services a grimpé de 3,7 % (en dollars constants) par rapport au premier trimestre de 2000.

◆ L'attrait d'Internet ne se dément pas

Les ménages canadiens sont de plus en plus nombreux à utiliser Internet. Ils s'en servent pour le courriel, mais aussi pour trouver de l'information médicale, effectuer des transactions bancaires et chercher un emploi.

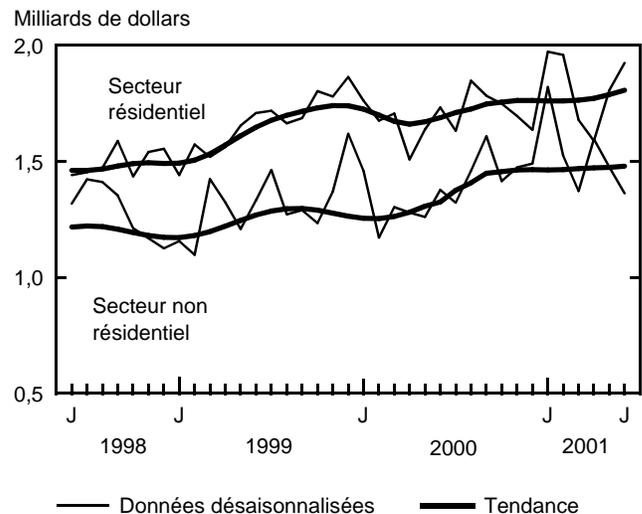
La valeur des permis de construction demeure stable

La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités est restée pour ainsi dire inchangée de mai à juin, ayant augmenté de 0,2 % pour atteindre 3,3 milliards de dollars. La hausse du secteur résidentiel a été contrebalancée par la chute survenue dans le secteur non résidentiel.

Dans le secteur résidentiel, les projets de construction se sont accrus de 6,5 % en juin pour se chiffrer à 1,9 milliard de dollars, stimulés par la construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux. Étant donné le taux d'inoccupation serré pour les appartements dans plusieurs grands centres, la valeur des permis de logements multifamiliaux a grimpé de 13,9 %, après avoir augmenté de 36,3 % en mai. Pour sa part, la valeur des permis pour les logements unifamiliaux a progressé de 3,3 %.

Plusieurs indicateurs récents ont affiché une vigueur remarquable dans le secteur de l'habitation. Ainsi, le nombre de mises en chantier d'habitations a monté de 13,7 % en juin et, selon l'Association canadienne de l'immeuble, les ventes de maisons existantes dans les 25 principaux marchés du Canada ont atteint un chiffre record

Valeur des permis de construction



(suite à la page 2)



... La valeur des permis de construction demeure stable

au deuxième trimestre de 2001. En outre, le prix des maisons neuves a continué de progresser à une cadence soutenue.

En revanche, du côté du secteur non résidentiel, les projets de construction ont chuté de 7,6 % pour s'établir à 1,4 milliard de dollars en juin, après avoir reculé en mai. Les projets de

Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

	Juin 2001	Mai à juin 2001	Janvier à juin 2001	Janvier- juin 2000 à janvier- juin 2001
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
St. John's	17,9	-24,4	89,5	9,2
Halifax	31,6	-41,5	172,4	-41,5
Saint John	5,9	-27,4	38,1	-14,2
Chicoutimi-Jonquière	13,0	10,9	98,4	25,4
Québec	64,0	5,9	347,8	21,9
Sherbrooke	7,8	-42,3	66,9	23,9
Trois-Rivières	12,3	-36,6	60,1	28,6
Montréal	346,5	-5,6	2 297,4	50,7
Hull	24,5	-13,5	201,8	71,2
Ottawa	124,2	1,1	751,1	17,2
Oshawa	78,4	61,3	273,9	-25,2
Toronto	668,0	27,5	4 358,8	10,5
Hamilton	76,6	22,8	429,1	19,3
St. Catharines-Niagara	29,2	-4,3	185,8	6,7
Kitchener	73,8	-13,0	427,2	13,4
London	82,0	-18,5	412,4	66,0
Windsor	59,2	103,2	259,8	8,8
Sudbury	7,5	-2,3	35,7	2,1
Thunder Bay	9,4	-0,8	48,8	-10,0
Winnipeg	44,1	10,5	224,0	-16,6
Regina	16,7	19,0	122,5	37,7
Saskatoon	8,8	-72,3	135,6	-12,7
Calgary	180,2	-15,2	1 101,0	-10,3
Edmonton	90,2	-20,0	638,0	4,6
Vancouver	243,4	-13,8	1 653,5	23,0
Victoria	27,4	32,3	167,8	15,1

construction commerciale ont fléchi de 5,0 %, après un net repli en mai. Pour ce qui est des projets de construction industrielle, ils ont diminué de 22,2 %, sous l'effet d'une forte baisse de la valeur des permis de construction pour les usines. Quant aux projets de construction institutionnelle, ils ont enregistré le plus faible repli (-1,9 %) parmi les trois composantes.

De janvier à juin, les municipalités ont délivré pour 20,1 milliards de dollars de permis de construction, en hausse de 12,4 % comparativement à la même période en 2000. Il s'agit de la valeur la plus élevée pour un premier semestre depuis 1989. Les hausses ont été vigoureuses à la fois dans le secteur résidentiel et dans le secteur non résidentiel.

La valeur des permis de construction résidentielle a atteint un sommet de 10,9 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 2001, en hausse de 9,1 % comparativement à la même période en 2000. Cette valeur cumulative record a été essentiellement la conséquence d'une hausse de 24,0 % de la valeur des projets de construction de logements multifamiliaux. Ce taux de croissance est plus de six fois supérieur à la progression de 3,8 % des permis de construction de logements unifamiliaux.

Dans le secteur non résidentiel, les projets de construction ont atteint 9,1 milliards de dollars, en hausse de 16,6 % par rapport à la même période en 2000. Les projets de construction commerciale ont contribué le plus à cette hausse, suivis des projets de construction industrielle et institutionnelle. La faiblesse des taux d'intérêt, l'ampleur des bénéfices des sociétés en 2000 et l'augmentation des projets de dépenses de construction par les municipalités en 2001 vont de pair avec la forte hausse de la valeur cumulative des permis non résidentiels au premier semestre.

Parmi les régions métropolitaines, la croissance en dollars la plus considérable pour la période allant de janvier à juin a eu lieu dans la région de Montréal et a été largement attribuable aux projets d'immeubles à bureaux et d'usines. La région de Toronto a enregistré la deuxième augmentation en importance, grâce surtout aux projets de construction de logements multifamiliaux.

Le numéro de juin 2001 de Permis de bâtir (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) vient de paraître. Pour obtenir des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Valérie Gaudreault au (613) 951-1165 (courriel : gaudval@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Les fabricants inquiets mais moins pessimistes

En juillet, les fabricants prévoient réduire encore un peu la production au cours du prochain trimestre, mais ils étaient moins pessimistes qu'au deuxième trimestre. De plus, ils étaient préoccupés par le niveau des commandes et le niveau des stocks de produits finis.

Plus de la moitié des fabricants (54 %) ont déclaré que leurs niveaux de production allaient demeurer constants au cours du troisième trimestre et 18 % ont déclaré qu'ils allaient augmenter leur production. Par contre, 28 % d'entre eux ont déclaré qu'ils allaient réduire leur production, de sorte que le bilan des opinions s'est établi à -10. (Le bilan de -10 a été obtenu en soustrayant les

Note aux lecteurs

Les données sont désaisonnalisées, à l'exception de celles qui portent sur les obstacles à la production.

28 % de fabricants ayant déclaré que le niveau de production pour les trois mois à venir serait « inférieur » des 18 % de fabricants ayant affirmé que ce niveau serait « supérieur ».) Ce bilan est en hausse par rapport au résultat de -13 enregistré en avril, mais en nette progression par rapport au bilan de -25 observé en janvier. Le bilan négatif des opinions est attribuable principalement aux producteurs des secteurs du matériel de transport, du bois et du papier.

(suite à la page 3)

... Les fabricants inquiets mais moins pessimistes

En juillet, 39 % des fabricants ont déclaré que le niveau des commandes en carnet était inférieur à la normale, tandis que seulement 6 % d'entre eux ont affirmé que ce niveau était supérieur à la normale. Par conséquent, le bilan des opinions au sujet du niveau actuel des commandes en carnet s'établissait à -33 en juillet, demeurant ainsi inchangé par rapport aux perspectives d'avril. Ce sont les producteurs des secteurs du matériel de transport, des métaux de première transformation et du papier qui se sont dits le plus préoccupés par le niveau des commandes en carnet.

La baisse des commandes reçues constituait un élément d'inquiétude pour 43 % des fabricants en juillet, en hausse de 9 points par rapport à l'enquête d'avril. Quant au bilan des opinions relatives au niveau actuel des commandes reçues, il est descendu à -36. Ce bilan est le plus bas depuis celui de -40 observé lors de l'enquête d'avril 1991. Encore une fois, ce sont les fabricants des secteurs du matériel de transport, des métaux de première transformation et du papier qui se sont dits le plus préoccupés par le niveau des commandes reçues.

Pour ce qui est du niveau actuel des stocks de produits finis, le bilan des opinions a chuté de 12 points pour s'établir à -28. D'après l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières effectuée en mai, le niveau des stocks de produits finis se situait déjà à près de 20,2 milliards de dollars, en hausse de plus de 1,5 milliard de

dollars par rapport à mai 2000. En fait, les stocks de produits finis suivent une tendance ascendante depuis le début de 1999.

Les perspectives d'emploi dans le secteur de la fabrication continuent d'être incertaines, même si le bilan des opinions à ce sujet pour le prochain trimestre s'est légèrement amélioré, passant de -10 en avril à -7 en juillet. Si 83 % des fabricants ont déclaré qu'ils allaient maintenir, voire accroître leurs effectifs au cours du prochain trimestre, 17 % d'entre eux prévoient les réduire durant cette période. La baisse observée dans le bilan des opinions à cet égard est attribuable principalement aux fabricants des secteurs du matériel de transport, des métaux de première transformation et des produits électroniques. Rappelons que, d'après l'Enquête sur la population active de juin, le secteur de la fabrication a perdu plus de 53 000 emplois depuis le début de 2001.

En juillet, 81% des fabricants ont déclaré qu'il y avait peu d'obstacles à la production, en baisse d'un point par rapport à l'enquête d'avril. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée continuait d'inquiéter 7 % des fabricants, tandis que 3 % d'entre eux ont fait état d'une pénurie de main-d'œuvre non qualifiée.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Claude Robillard au (613) 951-3507 (courriel : robilcg@statcan.ca) ou composez le 1 866 873-8789, Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Perspectives des fabricants et situation dans les branches d'activité manufacturières

Données désaisonnalisées

	Juillet 2000	Octobre 2000	Janvier 2001	Avril 2001	Juillet 2001
% de fabricants ayant déclaré					
Volume de la production au cours des trois prochains mois					
Semblable à celui des trois mois précédents	62	65	43	59	54
À la hausse	25	19	16	14	18
À la baisse	13	16	41	27	28
Niveau des nouvelles commandes					
Semblable à celui des trois mois précédents	71	70	42	50	50
À la hausse	17	12	13	12	7
À la baisse	12	18	45	34	43
Niveau actuel des commandes en carnet					
Quasi normal	78	71	55	55	55
Supérieur à la normale	10	8	10	6	6
Inférieur à la normale	12	21	35	39	39
Niveau actuel des stocks de produits finis					
Quasi normal	82	80	66	74	68
Trop bas	2	3	3	5	2
Trop élevé	16	17	31	21	30
Emploi au cours des trois prochains mois					
Semblable à celui des trois mois précédents	74	71	65	72	73
À la hausse	16	17	17	9	10
À la baisse	10	12	18	19	17

Les revenus des universités progressent pour la troisième année de suite

Les universités ont déclaré des revenus records de 14,9 milliards de dollars en 1999-2000, en hausse de 15,7 % par rapport à 1998-1999. Les revenus des universités se sont accrus pour la troisième année universitaire consécutive, grâce à l'injection par les trois paliers de gouvernement de près de 1,1 milliard de dollars de plus qu'en 1998-1999.

Parallèlement, les étudiants ont versé 256 millions de dollars de plus en frais de scolarité et frais connexes, tandis que les anciens et autres donateurs ont versé près de 156 millions de dollars de plus en legs, en dons et en subventions et contrats non gouvernementaux.

Malgré une progression de 15,1 %, les subventions et contrats du gouvernement fédéral, des provinces et des municipalités représentaient 55 % du revenu total des universités, proportion inchangée par rapport à 1998-1999. Pour ce qui est des frais de scolarité, ils représentaient 19 % de ce revenu, comparativement à 20 % en 1998-1999. Si ces proportions n'ont guère varié, c'est parce que les autres sources de revenu ont beaucoup augmenté. Il s'agit, entre autres, de la vente de services et de produits, qui a progressé de 25,6 %, et des revenus de placement, qui ont augmenté de 22,9 %.

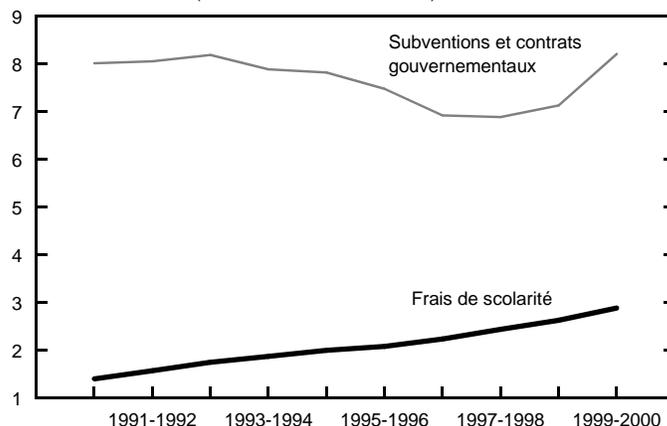
Si les fonds directs du gouvernement fédéral ont augmenté pour une deuxième année consécutive — atteignant un peu plus de 1,3 milliard de dollars en 1999-2000 —, la plus forte hausse des fonds publics accordés aux universités provient principalement des provinces. Celles-ci ont en effet versé près de 6,8 milliards de dollars en 1999-2000, en hausse de 13,5 % par rapport à 1998-1999. Ces fonds ont été alloués à des dépenses en immobilisations et à l'élargissement de la capacité d'absorption du nombre accru d'étudiants et de professeurs.

Les étudiants ont continué à payer des frais de scolarité plus élevés. En effet, les revenus provenant des frais de scolarité ont grimpé de 9,8 % en 1999-2000, après avoir déjà augmenté de 7,9 % en 1998-1999. À l'échelle provinciale, c'est en Nouvelle-Écosse et en Ontario que les frais de scolarité représentaient les plus fortes proportions des revenus des universités (26 % et 24 %, respectivement). En revanche, c'est au Québec que les universités ont bénéficié le plus des subventions et contrats gouvernementaux (65 %). Les frais de scolarité n'y représentaient que 12 % du revenu total des universités, soit le taux le plus faible parmi les provinces.

À l'échelle nationale, les droits d'inscription aux cours donnant droit à des unités ont représenté 84 % des frais de scolarité.

Revenus universitaires provenant des frais de scolarité et des contributions gouvernementales

Milliards de dollars (constants de 1999-2000)



Toutefois, les revenus provenant de frais auxiliaires (ceux des activités sportives et des associations d'étudiants, par exemple) ont aussi contribué à renflouer les caisses des universités. Ces revenus ont progressé de 18,3 %, soit près du double de l'accroissement de 9,8 % des revenus en frais de scolarité observé en 1999-2000.

Les universités ont dépensé 14,2 milliards de dollars en 1999-2000, en progression de 11,7 % par rapport à 1998-1999. Les dépenses consacrées aux salaires et aux avantages sociaux ont augmenté de 5,0 % pour atteindre 8,3 milliards de dollars. Toutefois, les salaires et les avantages sociaux ont constitué 58 % du total des dépenses, en baisse par rapport aux quelque 65 % enregistrés en 1994-1995.

Dans les années 1990, les universités ont augmenté leurs dépenses en bourses d'études et d'entretien. Ces dépenses se sont chiffrées à près de 469 millions de dollars en 1999-2000, en hausse de 23,9 % par rapport à 1998-1999, et presque le double des dépenses faites en 1994-1995. Les universités de Terre-Neuve, de l'Ontario et de l'Alberta ont affecté plus que la part moyenne nationale des dépenses (3,3 %) à des bourses d'études et d'entretien.

Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez le 1 800 307-3382, (télécopieur : (613) 951-9040; courriel : educationstats@statcan.ca), Centre de la statistique de l'éducation.

Le secteur des services croît plus vite que le secteur des biens

La production du secteur des services a grimpé de 3,7 % (en dollars constants) par rapport au premier trimestre de 2000. Cette croissance est nettement supérieure à celle enregistrée dans le secteur des biens pour cette période d'un an (+0,3 %). La production du secteur des services a progressé plus que la production du secteur des biens pour un troisième trimestre consécutif, de sorte que le secteur des services représente maintenant 67,9 % du produit intérieur brut (PIB) national, la plus forte proportion en plus de huit ans.

Par rapport au quatrième trimestre de 2000, le PIB du secteur des services a progressé de 0,7 % en dollars constants au premier trimestre de 2001. Il s'agit de la plus faible croissance trimestrielle enregistrée en près de trois ans. Ce sont le secteur des télécommunications et autres services de télécommunications ainsi que les agents d'assurance et agents immobiliers qui ont enregistré les taux de croissance les plus élevés, 3,1 % et 3,0 % respectivement. Ces hausses ont toutefois été partiellement annulées par des reculs enregistrés dans les secteurs des services d'hébergement (-1,8 %) et de la radiotélévision (-0,9 %).

Une croissance rapide des dépenses des consommateurs a contribué à l'expansion du secteur des services dans son ensemble. En effet, du quatrième trimestre de 2000 au premier trimestre de 2001, la part des dépenses personnelles consacrées à des services s'est accrue de 1,2 %, alors que l'Indice des prix à la consommation relatif aux services n'a progressé que de 0,4 %. En outre, les

dépenses des consommateurs consacrées aux services de transport et de communication ont fortement augmenté.

L'expansion du secteur des services tient aussi à une progression de 1,8 % des exportations de services du Canada. Cette progression est due en partie à une hausse de 4,1 % des recettes touristiques liée surtout au nombre accru de visiteurs américains. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif où les importations de services ont progressé moins rapidement que les exportations, d'où une autre baisse du déficit commercial au chapitre des services, qui s'est chiffré à 1,5 milliard de dollars. À titre de comparaison, le déficit commercial du Canada relatif aux services s'élevait à plus de 2,0 milliards de dollars durant chacun des quatre trimestres de 1997.

En ce qui concerne les emplois, environ 225 200 ont été créés dans le secteur des services, en hausse de 2,1 % depuis le premier trimestre de 2000. Par contre, dans le secteur des biens, le nombre d'emplois n'a guère varié au cours de la même période. La plupart des emplois créés dans le secteur des services au cours des 12 derniers mois se trouvaient dans le commerce de détail (+84 700), dans les services de télécommunications (+29 400) et dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (+26 000). Ces progressions ont cependant été en partie contrebalancées par des pertes d'emplois survenues dans les services d'enseignement (-31 000) et le commerce de gros (-22 600). Toutefois, malgré l'augmentation du nombre total d'emplois dans le secteur des services, le travail indépendant a diminué (-6,3 %), et les travailleurs autonomes ne représentent plus maintenant que 15 % de la main-d'œuvre de ce secteur, soit la proportion la plus faible en plus de quatre ans.

Cependant, le secteur des services a perdu des emplois (-117 800) au cours du premier trimestre par rapport au trimestre précédent (-1,1 %). Il s'agit du plus important recul enregistré en plus de quatre ans. Vu le ralentissement économique dû à la saison d'hiver, il est normal pour le secteur des services de subir des pertes d'emplois au premier trimestre de l'année. Toutefois, la baisse de 1,1 % est presque deux fois supérieure au recul moyen de 0,6 % enregistré pour le même trimestre au cours des années 1996 à 2000. À noter que la situation de l'emploi était pire dans le secteur des biens, qui a enregistré une baisse de 4,3 %.

Pour plus de renseignements, consultez la publication *Indicateurs des services* (Internet : 63-016-XIB, 26 \$ / 87 \$; papier : 63-016-XPB, 35 \$ / 116 \$), ou communiquez avec Don Little au (613) 951-6739 (courriel : littdon@statcan.ca), Division des industries de service.

Indicateurs clés des services, premier trimestre de 2001

	Croissance depuis le 4 ^e trimestre de 2000	Croissance depuis le 1 ^{er} trimestre de 2000
	%	
Produit intérieur brut (réel)	0,7	3,7
Dépenses des consommateurs	1,2	5,6
Prix	0,4	2,7
Exportations	1,8	3,8
Importations	0,8	3,8
Emploi	1,1	2,1

L'attrait d'Internet ne se dément pas

Contrairement à l'opinion selon laquelle Internet perdrait de son attrait, l'utilisation de cet outil a beaucoup progressé en 2000. En effet, 51 % des ménages canadiens comptaient au moins un membre utilisant Internet régulièrement, à un endroit ou à un autre (à la maison, au travail, à l'école ou dans une bibliothèque publique, par exemple). Cela représente une hausse sans précédent par rapport aux 42 % enregistrés en 1999.

La maison est le lieu le plus fréquent de navigation cyberspatiale pour environ 40 % des répondants à l'Enquête sur l'utilisation d'Internet, comparativement à 29 % en 1999. Viennent ensuite le lieu de travail (28 %) et l'école (20 %). En 2000, 71 % des ménages qui utilisent régulièrement Internet à la maison comptaient au moins une personne qui le faisait sept fois par semaine au minimum, comparativement à 65 % en 1999. Parallèlement, 61 % des ménages comptaient une personne qui consacrait au moins 20 heures par mois à Internet, contre environ 47 % en 1999.

La grande majorité des ménages qui accèdent régulièrement à Internet à la maison utilisent ce dernier pour le courriel et pour naviguer, en général. De plus, environ 57 % des ménages ont utilisé Internet pour trouver de l'information ayant trait à la santé et aux services médicaux, environ 37 % l'ont fait pour effectuer des transactions bancaires et environ 31 %, pour chercher un emploi.

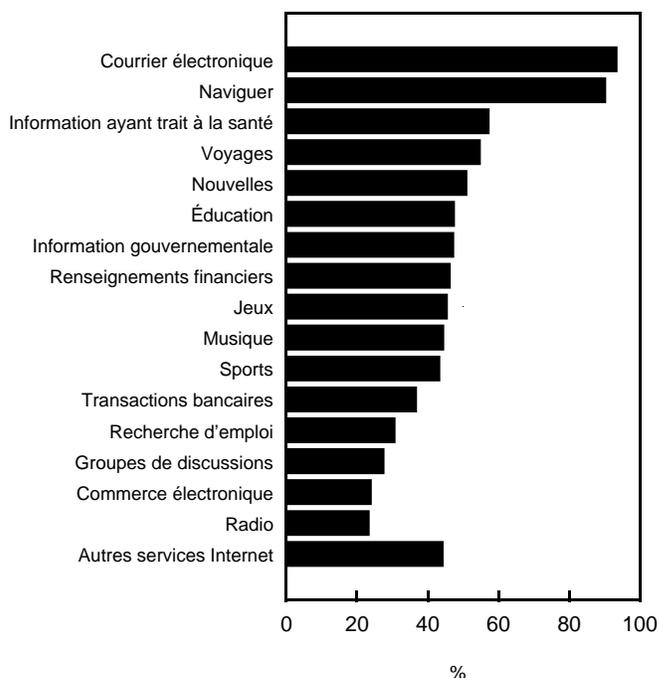
Si le taux de pénétration d'Internet a augmenté dans toutes les provinces, c'est l'Alberta qui a enregistré la proportion la plus élevée d'utilisateurs aussi bien en 2000 qu'en 1999. Presque 59 % des ménages dans cette province ont accédé à Internet, à un endroit ou à un autre, en 2000, en hausse par rapport aux 51 % enregistrés en 1999. Par contre, c'est le Québec qui a connu la plus faible proportion d'utilisateurs, 44 % des ménages ayant accédé à Internet, à un endroit ou à un autre, en 2000. Toutefois, il s'agit d'une amélioration — par rapport aux 33 % enregistrés en 1999 — et de la croissance la plus élevée par rapport aux autres provinces.

Le nombre de ménages ayant accès à Internet par câble a augmenté de 155 % en 2000 par rapport à 1999. Quant aux ménages ayant accès à Internet par téléphone, leur nombre a progressé de 29 %. Cependant, la majorité des ménages (environ 78 %) avaient accès à Internet par téléphone, et le reste, par câble.

Les ménages à revenu élevé et dont les membres sont plus instruits ont davantage tendance à utiliser Internet. Toutefois, les ménages dont le revenu annuel est inférieur à 36 000 \$ ont connu des taux plus grands de croissance de l'utilisation d'Internet (+41 %), quel que soit l'endroit, que les ménages dont le revenu est supérieur à 36 000 \$ (+18 %).

Le taux de pénétration d'Internet a progressé pour tous les groupes d'âge et toutes les catégories de familles, même si l'utilisation d'Internet chez les personnes âgées est demeurée plus faible que chez les ménages plus jeunes. Les taux d'accès sont particulièrement élevés dans les ménages qui comptent des enfants, étant donné que nombre de ceux-ci accèdent à Internet à l'école.

Sites Internet visités par des utilisateurs réguliers à domicile, 2000



Mais cela ne signifie pas nécessairement que la présence d'enfants explique à elle seule les différences relatives au taux d'accès à la maison. Le niveau de scolarité, le revenu et l'utilisation d'Internet pour des activités liées au travail sont autant de facteurs qui peuvent expliquer ces différences.

La confidentialité des renseignements personnels demeure une sujet de préoccupation pour presque 60 % des ménages. Toutefois, la proportion de ceux qui ne sont pas préoccupés par cette question a augmenté, passant de 33 % en 1999 à 40 % en 2000. En outre, plus des deux tiers des répondants ayant déclaré utiliser Internet à la maison se sont dit préoccupés par le risque que certains contenus d'Internet soient vus par des membres du ménage âgés de moins de 18 ans. À cet égard, plus des trois quarts de ces ménages ont cité la pornographie comme exemple. Les groupes de discussion permettant de nouer des relations avec des étrangers et la violence ont aussi été cités comme sources de préoccupation.

Pour en savoir plus, consultez le site Internet de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous Nos produits et services, Publications gratuites, Communications, Utilisation de l'Internet au Canada, Table des matières, Diagrammes et graphiques. Pour plus de renseignements, communiquez avec Marc Nadeau au (613) 951-2183, (courriel : marc.nadeau@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.

Nouveautés de Statistique Canada

Un profil de la victimisation criminelle 1999

Le rapport intitulé *Un profil de la victimisation criminelle : résultats de l'Enquête sociale générale 1999* présente une analyse approfondie des résultats de l'Enquête sociale générale de 1999 sur la victimisation. Il s'ajoute à un aperçu diffusé en novembre 2000 dans le *Juristat : La victimisation criminelle au Canada, 1999* et dans le *Juristat : Attitudes du public face au système de justice pénale*, diffusé en décembre 2000.

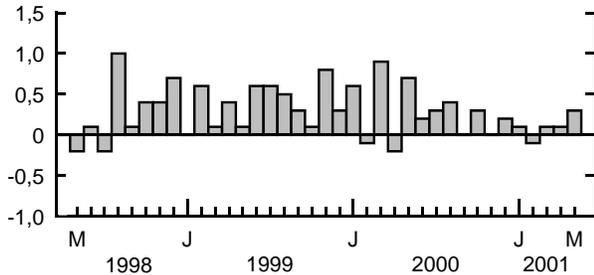
Le rapport examine cinq thèmes : les risques de victimisation avec violence, les risques de victimisation des ménages, la victimisation en milieu urbain et rural, le recours des victimes au système judiciaire et aux services sociaux, ainsi que les perceptions de la criminalité et la crainte qu'elle suscite.

Le document *Un profil de la victimisation criminelle : résultats de l'Enquête sociale générale 1999* (Internet : 85-553-XIF, 26 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

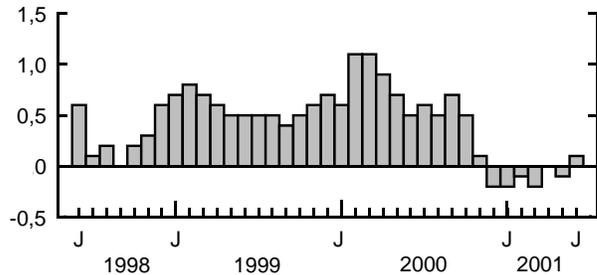
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a crû de 0,3 % en mai; il s'agit du meilleur taux de croissance depuis sept mois.

Indice composite

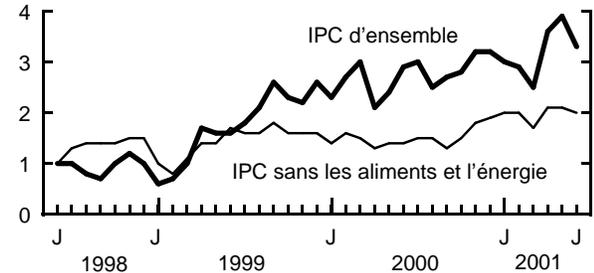
Variation mensuelle en %



En juin, l'indicateur avancé a enregistré une légère hausse de 0,1 %, grâce notamment à la vigueur continue du secteur de l'habitation et du renversement de l'indice américain.

Indice des prix à la consommation

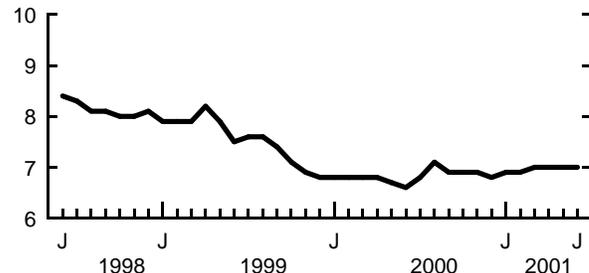
Variation annuelle en %



En juin, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 3,3 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 2,0 %.

Taux de chômage

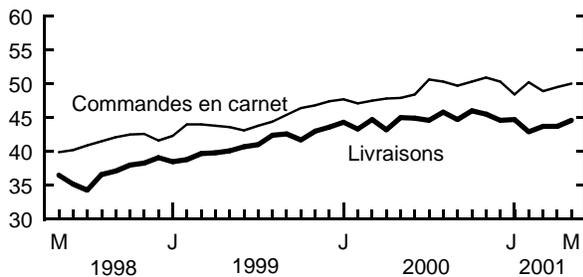
%



En juin, le taux de chômage s'est maintenu à 7,0 % pour un quatrième mois consécutif.

Fabrication

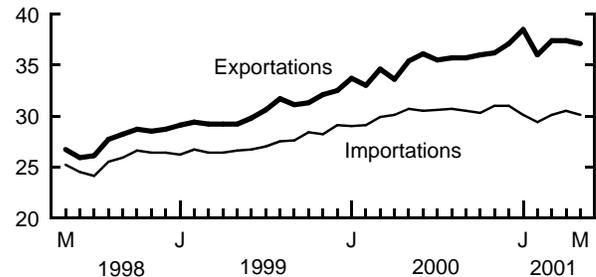
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 2,1 % en mai, pour totaliser 44,6 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont progressé de 1,0 %, pour se chiffrer à 50,0 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En mai, les exportations ont diminué de 0,9 % pour se fixer à 37,1 milliards de dollars. Les importations ont baissé de 1,4 % pour s'établir à 30,1 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	mai	798,8	0,3 %	1,7 %
Indice composite (1992 = 100)	juin	166,3	0,1 %	1,8 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 ^{er} trim. de 2001	44,9	-6,9 %	-9,7 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	1 ^{er} trim. de 2001	84,1	-1,0 †	1,5 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	mai	24,3	0,2 %	6,2 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	juin	1,65	0,6 %	7,6 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	mai	131,5	-2,1 %	0,3 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	mai	32,7	1,8 %	2,4 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	juin	15,10	-0,1 %	1,4 %
Taux de chômage (%)	juin	7,0	0,0 †	0,4 †
Taux d'activité (%)	juin	66,0	-0,1 †	0,3 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	mai	662,05	0,4 %	1,4 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	juillet*	155	-3,7 %	-10,9 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	mai	37,1	-0,9 %	4,9 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	mai	30,1	-1,4 %	-1,8 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	mai	7,0	0,1	2,3
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	mai	44,6	2,1 %	-0,9 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	mai	45,1	1,8 %	0,1 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	mai	50,0	1,0 %	4,6 %
Ratio des stocks aux livraisons	mai	1,47	-0,02	0,10
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	juin	117,5	0,1 %	3,3 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	juin	129,8	-0,9 %	1,7 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	juin	142,4	-1,6 %	-1,9 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	mai	105,7	0,2 %	2,6 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Lahouaria Yssaad, (613) 951-0627, lahouaria.yssaad@statcan.ca.
Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 2 au 8 août 2001

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
La revue des céréales et des graines oléagineuses	mai 2001	22-007-XIB	11/112
La revue des céréales et des graines oléagineuses	mai 2001	22-007-XPB	15/149
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	mai 2001	67-002-XPB	18/176
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE			
Un profil de la victimisation criminelle : résultats de l'Enquête sociale générale 1999	1999	85-553-XIF	26
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Guide statistique de l'énergie	juin 2001	57-601-UPB	387
Guide statistique de l'énergie	juin 2001	57-601-XCB	284
Production et disposition des produits du tabac	juin 2001	32-022-XIB	5/47
Produits pétroliers raffinés	mars 2001	45-004-XIB	16/155
Produits pétroliers raffinés	mars 2001	45-004-XPB	21/206
Statistiques du charbon et du coke	mai 2001	45-002-XIB	9/85
Statistiques de l'énergie électrique	mai 2001	57-001-XIB	9/85
Transport et distribution du gaz naturel	avril 2001	55-002-XIB	13/125
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	juin 2001	64-001-XIF	14/145
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
Produit intérieur brut par industrie	mai 2001	15-001-XIF	11/110
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Radiodiffusion et télécommunications, bulletin de service	août 2001	56-001-XIF	10/32
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	mai 2001	72-002-XIB	24/240
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES			
Enquête sociale générale cycle 13, aperçu : la sécurité personnelle et les perceptions de la police	1999	85-554-XIF	gratuit

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.
 Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**
 Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**
 Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».